

Relevé d'interventions CN du 21 août

1 Débat actualité

Jonathan Dubrulle – Paris

Je tenais tout d'abord à saluer la qualité et la précision des documents concernant le rôle du CEN. Néanmoins, j'aurais souhaité que nous disposions de documents analogues sur le fonctionnement de notre Conseil national. Il est bien entendu indispensable de réfléchir aux campagnes immédiates, mais ces dernières mériteraient d'être articulées davantage avec une planification d'objectifs de plus long terme. En effet, nous avons besoin d'un CN qui travaille et ne se contente pas d'enregistrer des décisions déjà prises en CEN.

Les documents qui nous sont parvenus stipulent que tout membre du CN doit s'inscrire dans un collectif de travail. Pourtant, nous ne disposons pas d'éléments expliquant les liens unissant le CN avec les secteurs et commissions nationales. Il est également indiqué que le CEN a le rôle d'animer le travail transversal. Je soutiens cette intention mais estime que nous devons progresser sur le fonctionnement des relations inter-commissions. A titre d'exemple, les réunions poursuivant cet objectif se résument souvent à une juxtaposition de prises de parole, mais sans réel liant systémique.

De même, la note dédiée au fonctionnement du CEN mentionne des « contributions de commissions aux campagnes présidentielle et législative ». Là encore, je ne remets pas en cause cet objectif, mais je regrette que nous n'articulions pas davantage le court terme et le long terme. Les secteurs et commissions nationales ont besoin de temps pour penser le temps long. Pourtant, dans le même temps, nous tâchons de nous inscrire dans l'actualité. A titre d'exemple, la Commission Agriculture Pêche Forêt consacre une partie de ses forces à l'élaboration d'un travail théorique exigeant sur la nature des rapports qu'entretient l'agriculture française avec le mode de production capitaliste. Néanmoins, nous avons contribué à produire trois communiqués nationaux cet été, portant sur les feux de forêt, la loi d'urgence agricole et la grave sécheresse en cours.

Je terminerai donc par quelques propositions concrètes :

- (i) constituer un groupe de travail sur le fonctionnement du CN sur la base de ce qui a été produit pour le CEN ;
- (ii) réunir l'ensemble des secteurs et commissions pour une réunion nationale sur le futur organigramme de la direction nationale ;
- (iii) profiter de cette réunion pour réfléchir dans le même temps à la façon dont nous pourrions davantage travailler en transversalité.

Aurélien Lecacheur – Seine-Maritime

Le choix d'écarter du CEN une dirigeante politique reconnue pour ses résultats au-delà de la Seine-Maritime, une de nos Sénatrices les mieux élue à la chambre haute, une de nos dirigeantes fédérales en Seine-Maritime parmi les plus politiques, parmi les plus impliquées, est incompréhensible. C'est une décision, je le sais, unanimement condamnée dans ma fédération, la 7e de France. Cela conduit à un affaiblissement politique de notre direction nationale.

C'est en effet avec surprise, pour moi même comme Secrétaire départemental, mais également pour l'ensemble des communistes de Seine-Maritime, que nous avons pris connaissance de la volonté du Secrétaire national d'écarter Céline Brulin du Comité exécutif national.

Nous prenons acte que le "suivi de la Normandie" incombera toujours à Céline Brulin mais désormais comme membre du CN.

Jean-Marc Durand – Drôme

Je voudrais relever l'aspect positif du document de présentation distribué pour ce CN présentant le nouveau CN, les mouvements qui ont accompagné sa composition, et la répartition des tâches. Mais il me semble qu'avec cette proposition de CEN nous nous retrouvons dans quelque chose de déjà-vu.

Et je m'interroge : quel est ce principe de fonctionnement qui consiste à régler des questions de fond, des questions politiques profondes en les transformant en des questions de personnes ? On est au parti communiste quand même et cela doit vouloir dire un certain nombre de choses y compris quant à son fonctionnement interne.

Car en réalité, c'est bien de problématiques politiques dont il s'agit au-delà du caractère des uns et des autres... avec la non-reconduction de Frédéric Boccar au CEN.

Avons-nous pensé un instant au signal donné, à la symbolique renvoyée vers l'extérieur avec une telle décision ?

Personne n'ignore ou alors certain.e.s nouveaux et nouvelles arrivant.e.s que F. Boccara été une de chevilles ouvrières, un des pivots du 38^{ème} congrès. 38^{ème} congrès qui se voulait une rupture avec les errements de plus de vingt années qui avaient conduit le parti dans l'impasse politique et électorale, le transformant en vassal, une fois du social libéralisme, une autre fois du gauchisme...

38^{ème} congrès dont se réclame haut et fort le texte du 40^{ème} congrès au moins dans son esprit et dont est issue une grande partie du groupe dirigeant actuel, l'aurait-il oublié ou alors n'était-ce qu'un rêve seulement utile en son temps... ?

Et il se trouve que Frédéric Boccara est en plus le principal animateur actuel de la commission économique de notre parti, commission économique qui avait ainsi largement irrigué le texte du 38^{ème} congrès et qui a continué à apporter pas mal de chose au texte du 40^{ème}.

Commission économique qui pour autant pose un certain nombre de questions d'ordre économique et politique dont il faudrait certainement débattre plus à fond au sein de notre direction nationale qu'est le CN, plutôt que de les pousser sous le tapis... N'est-ce pas de la responsabilité d'une direction qui entend pleinement jouer son rôle !

Par exemple la question Travail / Emploi. Par exemple l'enjeu pour le parti de ne pas être qu'une force électorale mais un acteur politique de terrain, un acteur, un animateur, un organisateur de luttes. Par exemple la question fondamentale du lien entre économie et politique. L'économie ce n'est pas de la tuyauterie. C'est le cœur battant de la politique. Regardons Macron, il ne fait que cela ! Comment assure-t-il la domination de son camp sinon par des choix économiques ?

Et nous, communistes, marxistes, nous en ferions quelque chose d'à part, un truc dont on se souvient lorsqu'on a besoin de quelques chiffres... ?

Autre question à traiter, le lien du parti et de ses élus et élues, notamment avec ses parlementaires, particulièrement en période de préparation budgétaire... Il y a là un vrai besoin de travail en commun.

C'est de tout cela, de toutes ces questions à faire avancer et de bien d'autres choses sur le plan théorique dont Frédéric est porteur, et on voudrait s'en priver au niveau de notre CEN ?

On voudrait ainsi se passer d'une capacité à porter réellement les idées de transformation révolutionnaire dont le parti, le pays ont un terrible besoin.

Vraiment, avons-nous pensé au message envoyé vers l'extérieur et sur la scène internationale en évinçant Frédéric en plus en pleine période d'élections décisives ! ?

Que renvoie une telle décision en fait :

- Il y a bisbille entre la direction du PCF et sa commission économique d'où que penser du programme électoral de ce parti ?
- A l'international, le crédit de nos propositions économiques qui font pour une part la renommée de notre parti en ressort entaché.

Vraiment, cette décision est un mauvais coup porté au parti dans son ensemble. Il faut y réfléchir et changer les choses avant de proposer le vote.

Je vous informe que plus de 70 camarades viennent d'apporter leur soutien dans un courrier à Frédéric.

Frédérique Gallien – Haute-Loire

Je voudrais souligner le renouvellement du mandat d'Amar Bellal au CEN. Il est absent ce matin, car il représente notre parti à l'université des écologistes. C'est aussi ça être un dirigeant du parti.

Sa nomination au CEN se situe dans la droite ligne de notre 40ème congrès qui a vu la lutte contre le changement climatique et l'écologie intégré comme 3ème campagne structurante du PCF pour les 3 années à venir.

L'été que nous venons de vivre et qui va se répéter de plus en plus régulièrement et s'amplifier d'ici 2050 si nous ne faisons rien, a démontré qu'il y a urgence à s'attaquer à ce sujet que ce soit par l'atténuation comme le prévoit notre plan Empreinte 2050, mais aussi notre plan d'atténuation en cours d'élaboration.

Enfin je voudrais souligner que l'élaboration de ces plans nécessite un travail avec toutes les autres commissions. Nous travaillons déjà avec certaines et c'est très positif, mais d'autres ne nous ont jamais répondu malgré nos relances. Je les invite donc à nous répondre.

Théo Demenge – Aude

Un des enjeux de la campagne présidentielle consistera pour nous à tenter d'être les maîtres du débat et des horloges. Créer le débat plutôt que le subir, que les idées qu'on attaque et débat soient les nôtres. Puisque nous sommes en concurrence avec des forces politiques qui possèdent une plus grande force de frappe médiatique, être maître du débat est difficile...

Mais pas impossible !

A vrai dire, il est des sujets sur lesquels on prononce encore aujourd'hui nos mots. Sans revenir à des temps lointains, un exemple me vient à l'esprit : la lutte contre la désertification médicale, avec notamment la proposition de mise en place de centres de santé.

Dans l'Aude, nous avons organisé une campagne d'idées et d'action, depuis plusieurs années, autour du droit à la santé. Manifestation départementale, investissement des collectifs citoyens santé dans tout le département, enquête citoyenne sur le nombre de praticiens concurrençant l'ARS. Ce ne fut pas évident.

Pourtant les éléments sont là : action des fédérations, listes municipales, sections en faveur des centres de santé, rôle des parlementaires communistes dans les lois de programmation santé de 2023.

Nous avons marqué des points dans le débat public, au point de peser sur les autres forces politiques et sur l'ARS. Aux municipales de 2026, davantage que lors de celles de 2020, la plupart des listes électorales de tous les bords, dans toutes les communes ont porté des revendications, alors que ce n'était pas le cas 6 ans plus tôt.

Au demeurant, si les communistes sont identifiés comme utiles à structurer l'action locale, bénéficient de sympathie, cela ne se traduit pas en voix. C'est que l'on peine à convaincre que les seules actions locales peuvent obtenir des résultats. Nous avons donc besoin de contrer l'argumentaire des néolibéraux, et de démasquer le double discours de l'extrême-droite.

Lors de notre congrès, nous avons donc décidé de lancer la campagne "nouvelle industrialisation et services publics" pour nourrir les trois prochaines années de contenus autres

qu'électoralistes, pour nous projeter sur les 15 prochaines années, et afin d'explicitier une condition nécessaire à la construction d'un socialisme de liberté.

La réindustrialisation est la condition de l'indépendance réelle de la nation, la reconstruction de nos services publics est la condition de la liberté réelle de ses habitants.

Car derrière les déserts médicaux, se pose avant tout une question démocratique :

Êtes-vous libre lorsque vous faites 40 km pour votre médecin traitant ?

Faites-vous jouer la démocratie lorsque votre collectivité aligne son PLS sur les recommandations vaseuses de l'ARS ? Lorsque les ARS seront départementalisés avec toujours moins de budget ?

Au vu de ces éléments, ma proposition est la suivante :

Dans la campagne "industrialisation et services publics", prendre 2 ou 3 points seulement nationalement (santé, éducation, transports) et faire en sorte de communiquer dessus nationalement et dans tous les départements.

Réunir (en visio au besoin) tous les communistes impliqués dans des collectifs de défense et de développement des services publics de santé, pour fédérer et mettre en cohérence nos idées sur le sujet.

Elsa Siffert – Puy-de-Dôme

Nos droits, nos libertés, nos vies ne tiendront pas un quinquennat au service du capital de plus (que ce soit l'extrême droite ou l'extrême centre qui soit aux manettes). À minuit moins une, il est urgent de mettre tout en œuvre pour renverser l'ordre actuel en organisant notre camp social.

Le 40e congrès a fait état des conséquences mortelles du mode de production capitaliste et de la menace fasciste qui pèse sur le monde. Face à ces menaces, nous opposons la boussole du socialisme. Fabien l'a dit dans son discours de clôture à Lille : « travail, production et planification sont au cœur de la reconstruction du pays ».

C'est une excellente chose que le congrès ait marqué pour le Parti un retour au vocabulaire de la lutte des classes. Mettons ça en application dès la rentrée. Face à la fusion idéologique des droites, notre discours doit être offensif et notre vocabulaire sans concession avec l'ordre actuel. Notre apport singulier dans la période doit être d'élever le niveau de conscience de classe pour nourrir une mobilisation large qui parte de la base et non uniquement des appareils.

Notre candidature autonome a été motivée par le fait d'être présent dans le grand bain de la campagne présidentielle pour bénéficier de la mise en lumière qu'elle permettrait.

Alors que nous n'apparaissions déjà plus dans les sondages, je crains que cette candidature autonome ne nous nous disqualifie durablement auprès de celles et ceux que nous avons l'ambition d'organiser et dont beaucoup aspirent à l'union. J'ai en tête les mots du camarade d'ArcelorMittal, Gaëtan Lecoq, à l'ouverture du congrès, qui a conclu son intervention en disant : « Soyons uni-es. » C'est ça qui monte du terrain face au danger d'une énième présidence au service du capital. Nous ne sommes plus en 2022, et la situation a continué de se dégrader. Aujourd'hui nous sommes faibles. Je ne dis pas ça pour désespérer Billancourt mais nous ne pouvons pas faire comme si nous ne l'étions pas. Nous devons absolument en tenir compte pour dérouler la tactique qui nous sera la plus favorable et la plus utile pour le pays. Si nous voulons « changer la vie », et pour cela nous renforcer, peser dans les débats, diffuser nos analyses, nos propositions... Vous savez ce qu'on dit des arts martiaux et du judo en particulier : « utiliser la force de l'adversaire », c'est-à-dire en l'occurrence des différentes composantes de la gauche. C'est à ça qu'il faut se préparer. Tactiquement. Parce qu'on a des législatives ensuite.

Notre faiblesse n'est pas une fatalité. Je suis persuadée que tous les scénarios pour peser dans le débat ces prochains mois n'ont pas été étudiés. Les années 30 nous enseignent que l'union à gauche n'a pas éteint nos revendications et a même permis d'en concrétiser. Or cette union est venue d'en bas. C'est pourquoi je plaide pour que nous ouvrons grand les portes de Colonel Fabien, de nos fédérations, de nos sections pour présenter notre projet aux syndicats, aux associations, aux comités de quartier, à commencer par le Plan climat : c'est du socialisme en actes !

2. Interventions non prononcées

Aurélien Lecacheur – Seine-Maritime

L'élection présidentielle et législatives sont une même élection à 4 tours. Et « grâce » à Macron et sa dissolution, c'est aujourd'hui la présidentielle qui est démonétisée et secondaire. Les législatives, la question de la majorité absolue se pose à tous les candidats à la présidentielle. L'objectif des communistes : empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir, et rassembler le peuple autour d'une majorité de gauche portant des marqueurs communistes puissants.

Nous devons nous opposer à la droite et à l'extrême droite sans verser à aucun moment dans la diabolisation d'une partie de la gauche, quelle qu'elle soit.

Dans quelques semaines, la fête de l'humanité sera la rentrée politique populaire du PCF mais aussi de toute la gauche. Nous avons une responsabilité à ce que la Fête n'en soit pas le spectacle de ses divisions.

Quel sens politique donner à cette fête particulière ?

Rassembler pour un meilleur partage des richesses.

Rassembler pour la maîtrise industrielle.

Rassembler pour reconstruire les services publics.

Cette volonté de rassemblement pourrait utilement se matérialiser autour de nos propositions de nationaliser TOTAL et Arcelor, lors du meeting de la Fête qui pourrait devenir un meeting autour des 300 parlementaires de gauche et avec prise de parole du PCF, de LFI, du PS et des Verts ENSEMBLE !

Au vu de l'enjeu, travaillons utilement l'union sur des contenus forts.

À l'agenda des communistes de Seine-Maritime pour l'automne :

- Sénatoriales avec notre liste conduite par Céline Brulin
- Journées parlementaires nationales au Havre avec Jean-Paul Lecoq, Édouard Bénard et Céline Brulin
- Municipales partielles à Harfleur pour gagner cette commune ravie à 10 voix près par l'extrême droite et pour laquelle nous avons réussi à faire annuler le premier scrutin
- Fête de l'Huma Normandie qui, après la Fête nationale, se déroulera mi-novembre au cœur du débat budgétaire nationale qui posera une fois encore le débat de l'union et du rassemblement à gauche qui s'imposera si on veut empêcher Macron et Lecornu de faire leur coup de force austéritaire.

Frédérique Gallien – Haute-Loire

Mon intervention s'inscrit dans la continuité de notre 40ème congrès. Je voudrais évoquer 3 points :

Tout d'abord je voudrais saluer les nouveaux membres du CN, et rappeler que nous avons évoqué plusieurs choses en commissions des candidatures :

- Il est important que les nouveaux membres aient le plus rapidement possible les clés de notre fonctionnement : par ex les modalités de prise de parole...
- Il faut que nous les anciens soions vigilants à les accompagner
- Le CN n'est pas un parlement mais une instance de travail, il faut donc s'organiser pour que chacun d'entre nous puisse s'impliquer dans des groupes de travail, des missions ou des commissions.
- Enfin, nous avons évoqué les difficultés de rajeunir le CN et donc de faire entrer des ouvriers, salariés, parents etc. N'est-ce pas déjà les mettre en difficulté que de tenir notre 1^{er} CN un vendredi matin d'août ?

D'autre part, je souhaite évoquer ce qui pour moi représente un problème pour notre instance, mais aussi pour tous les communistes collectivement : Début juillet nous avons voté un texte de base à l'issue du processus de notre 40ème congrès. Il me semble que même si les temps ont été courts du fait d'un calendrier coincé entre les élections municipales et l'été, les débats ont eu lieu et des décisions ont été votées. Néanmoins nombre d'entre nous sont destinataires de mails qui remettent en cause une stratégie électorale décidée collectivement. Des messages sur les réseaux sociaux, instruisent publiquement des débats internes. Faut-il rappeler que nous ne sommes pas un parti de tendances, que ces agissements sont mortifères pour notre organisation, et que les décisions du congrès tracent notre ligne stratégique pour les 3 années à venir ?

Enfin des camarades s'inquiètent que les militants FI monteraient massivement à la fête de l'Humanité cette année. Nous savons tous que ce sera également un temps fort du lancement de la campagne de la présidentielle 2027, J'ose espérer que la FI n'organise pas une offensive anti Roussel voire anti communiste au sein même de notre fête. Un dispositif organisationnel est-il prévu pour que la fête ne devienne pas un temps de fragilisation de notre parti mais au contraire un temps de renforcement, alors que tous les partis de gauche y sont comme toujours invités à débattre mais dans le respect mutuel qui devrait présider à ces échanges ?

Je vous remercie.

Fatima Khalloul- Val-de-Marne

Cher·es camarades,

Nous nous retrouvons au cœur d'un été caniculaire, qui a été insupportable pour nombre de Français·es et encore davantage pour celles et ceux qui étaient piégé·es dans des appartements « bouilloires thermiques » et dans l'impossibilité d'accéder à quelques heures de fraîcheur. Parmi elles et eux, les personnes handicapées, que la chaleur (comme le froid d'ailleurs) peut fragiliser, à domicile comme en établissement. A Lyon, un établissement médico-social n'a eu ni les moyens financiers, ni les moyens humains, de prendre les mesures qui s'imposaient pour ses résidents·es. Leurs proches ont dû les « évacuer », sans que les pouvoirs publics, notamment l'ARS, pourtant interpellée, n'interviennent.

Cet exemple, comme la situation catastrophique de l'aide à domicile (pointée par la Défenseure des Droits dans sa dernière décision d'importance), démontre combien le droit à une vie autonome et digne des personnes handicapées est bafouée dans notre pays.

Le 4 septembre aura lieu la Conférence Nationale du Handicap. Obligation légale, elle est censée proposer des orientations, un cap pour les politiques du handicap, validés par le Président

de la République, pour les trois années à venir. Elle est en réalité une opération de communication, avec l'appui d'influenceurs, dont les personnes handicapées n'attendent plus rien. L'édition 2026 a été annulée en juin du fait de la canicule - qui aurait pu prédire qu'il allait faire chaud fin juin dans un lieu non climatisé, avec des invités pour qui la chaleur est difficile à supporter ?

Les personnes handicapées n'en attendent rien. Rien sur le droit à compensation et son financement à la hauteur des besoins, rien sur l'accessibilité, rien sur la liberté d'aller et venir, rien sur les moyens à donner aux départements et aux MDPH...

Dès les années 1970, notre parti était à l'avant-garde de la bataille politique pour les droits des personnes handicapées ; il doit redevenir une force et un recours pour elles. Ce sont des marxistes, principalement britanniques et américains, qui étaient à l'origine des premières théories sociales du handicap, qui ont inspiré l'évolution du droit international et appuyé les luttes sociales des principaux intéressés à partir des années 60.

Nous devons poursuivre le combat politique aux côtés des personnes handicapées (7,7 millions, estimation la plus probable) et faire des propositions transformatrices.

La commission des droits des personnes handicapées que j'ai l'honneur et le plaisir d'animer depuis trois ans, y travaille, en lien avec nos camarades de la santé, de la protection de l'enfance, du logement, de l'écologie, etc.

Notre travail est reconnu par les militants associatifs et antivalidistes avec lesquels nous sommes en contact (auditions en avril).

Ces travaux sont à approfondir rapidement pour étayer nos propositions et c'est urgent. La menace de l'extrême-droite pèse également sur les personnes handicapées. Si certaines peuvent être tentées par le discours trompeur « on ne s'occupe pas de vous parce qu'on s'occupe des étrangers », la plupart sont très inquiètes quant à l'avenir des prestations qui leur permettent de survivre et de compenser leurs incapacités, aussi insuffisantes soient-elles, quant au respect des obligations d'accessibilité et bien d'autres sujets, y compris une peur existentielle, celle d'être reléguées encore davantage. Car elles regardent aussi ce qui se passe ailleurs : aux Etats-Unis, où Donald Trump préconise depuis un an la réouverture d'asiles (mot qu'il utilise) destinés à l'enfermement de toutes les personnes handicapées ; au Canada, où les critères de l'euthanasie ont été élargis ; en Europe, où les prestations sont réduites dans de nombreux pays.

Cher·es camarades, cette bataille est politique et nous concerne toutes et tous. Mobilisons-nous autour de propositions fortes, dont un droit à la vie autonome et digne, tout au long de la vie.